



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

CAJ/II/4

ORIGINAL: allemand

DATE: 8 novembre 1978

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Deuxième session

Genève, 15 au 17 novembre 1978

EXAMEN DE L'EVOLUTION FUTURE DE LA CONVENTION

Note du Bureau de l'Union

1. Au sein du Comité consultatif, la délégation de la République fédérale d'Allemagne a suggéré à plusieurs reprises que l'on étudie la possibilité d'établir un système de coopération plus étroite entre les Etats membres. A sa dix-septième session tenue en avril 1978, le Comité consultatif a procédé à un premier échange de vues sur cette question sur la base d'un document de travail préparé par des experts de la République fédérale d'Allemagne. Il a pris note avec intérêt des suggestions de ces experts et a décidé que les discussions doivent être poursuivies. Il a envisagé entre autre la possibilité de confier l'étude de cette question au Comité administratif et juridique. Les discussions au sein du Comité consultatif n'ont toutefois pas été closes.

2. En raison de cet état des choses, le Bureau de l'Union s'est abstenu de préparer un document de travail détaillé et les discussions portant sur cette question au sein du Comité administratif et technique.

[Fin du document]